

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 4
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

DELIBERATION N°DL_AP2025_0035

Relative à l'abondement du fonds du prêt d'honneur d'urgence en faveur des entreprises confié en gestion à la plateforme Initiative Mayotte à la suite du cyclone Chido

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC,

Conseillers départementaux représentés :

Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération N°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Considérant : le rapport n°2025-02453 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant : l'avis de la Commission Développement économique et Coopération décentralisée en date du 21 mars 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1** : d'abonder d'1 M€ le fonds de prêt d'honneur d'urgence doté de 3 M€ confié en gestion à la plateforme Initiative Mayotte afin d'aider les TPE/PME particulièrement impactées par les multiples crises ayant frappé Mayotte depuis 2011 à reconstituer leur trésorerie et également à relancer leur activité ;
- Article 2** : d'autoriser Initiative Mayotte à prélever un montant correspondant à 2,5 % de la somme pour les frais de gestion soit 25 000 € ;
- Article 3** : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer avec Initiative Mayotte la convention de financement déterminant les modalités d'utilisations des crédits attribués ;
- Article 4** : d'autoriser, en outre, le Président du Conseil départemental à conclure et à signer avec Initiative Mayotte et les autres partenaires financiers de cette opération de relance de l'économie locale (Ministère des Outre-mer, Fondation de France, Initiative Outre-mer, BpiFrance éventuellement) une convention multilatérale formalisant leur partenariat ainsi que tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 5** : en application des dispositions de l'article L. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et son affichage et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE

8, Boulevard Halidi Sélémani – BP 101
97 645 MAMOUZOU Cedex

INITIATIVE MAYOTTE

BP 635 Place Mariage
97600 MAMOUZOU

CONVENTION n° /DDEI/CD du / 04 /2025

Relatif à l'abondement du fonds de prêt d'honneur d'urgence en faveur des entreprises confié en gestion à la plateforme Initiative Mayotte à la suite du cyclone Chido

Entre les soussignés :

Le Conseil départemental de Mayotte,

Représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI,
8, boulevard Halidi Sélémani
BP 101 - 97645 Mamoudzou Cedex,

d'une part,

ET

Initiative Mayotte,

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée et publiée, dont le siège social est sis Place Mariage, BP 635 – 97600 Mamoudzou (à la maison de l'entreprise), représentée par M. Bourahima Ali OUSSENI, agissant en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

d'autre part,

PRÉAMBULE

Par délibération n° DL_CP2024_0294 en date du 22 novembre 2024, l'Assemblée départementale a décidé de confier à la plateforme Initiative Mayotte la gestion d'un fonds de 3 M€ à déployer, sous forme de prêt d'honneur à taux zéro, en faveur des petites et moyennes entreprises dont l'activité est particulièrement impactée par les différentes crises qui ont frappé Mayotte depuis 2011, en particulier le cyclone Chido, afin de reconstituer leur trésorerie et aussi financer leur développement. Le cyclone ayant littéralement terrassé l'île le 14 décembre dernier, le fonds sera mobilisé dans le cadre de l'urgence, sans obligation de cofinancement bancaire, pour aider ces opérateurs économiques durement touchés par la calamité naturelle exceptionnelle à se relever.

Compte tenu de l'ampleur des dégâts causés et des conséquences économiques engendrées, la plupart des entreprises a vu son outil de production aujourd'hui à terre, ce qui n'était pas le cas lors des précédentes crises. En effet, des bâtiments et des véhicules ont été endommagés, des biens d'équipement notamment du matériel informatique ou du mobilier de bureau, détériorés. C'est donc surtout de soutien à l'investissement dont a besoin le monde économique maintenant.

Aussi, par délibération n°DL_CP2025_ en date du **25 mars 2025** relatif à l'abondement du fonds du prêt d'honneur d'urgence en faveur des entreprises confié en gestion à la plateforme Initiative Mayotte à la suite du cyclone Chido, le Conseil départemental renforce son dispositif à hauteur de 1M€.

Ceci indiqué, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, d'abonder d'un complément de financement du fonds de prêt d'honneur de 1 000 000 € (un million d'euros) à Initiative Mayotte pour aider plus de TPE/PME en difficultés à relancer

leur activité économique en reconstituant leur trésorerie, financer leurs investissements et ainsi faire face à la crise liée au cyclone Chido.

Pour la gestion de ce fonds, il est accordé à la Plateforme Initiative Mayotte un montant 25 000€ par an de frais de fonctionnement par prélèvement de 2,5% sur le fonds. Le droit aux frais de gestion dont bénéficie Initiative Mayotte couvre la durée de remboursement des prêts.

Article 2 – CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU PRET ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

2.1- Les fonds constitués des « prêts d'honneur » remboursés seront remis à des entreprises locales sous forme de prêts à taux zéro. Le fonds de prêts d'honneur permettra de continuer à soutenir des entreprises en leur accordant de nouveaux prêts. Le montant plafond par prêt d'honneur accordé, est fixé à 20 000€ (vingt mille Euros).

2.2- Le prêt d'honneur octroyé est à restituer sur une période maximale de 120 mois avec possibilité d'un différé de remboursement maximum de 12 mois (prolongation possible du différé sur demande expresse et acceptation par le comité d'agrément dans une limite de 3 ans).

2.3- Le prêt s'adresse à toutes les entreprises TPE/PME* (hors SCI et associations) immatriculées et installées à Mayotte connaissant des problèmes de trésorerie, mais indépendants de la volonté du chef d'entreprise.

2.4- L'emprunteur s'engage à transmettre à INITIAIVE MAYOTTE, chaque année et à chaque fois que le Conseil Départemental ou Initiative Mayotte le demande, l'information économique, juridique, comptable et financière concernant son entreprise.

2.5- Le Comité d'Agrément Initiative Mayotte attribue le prêt après instruction des dossiers de demande déposés sur sa plateforme. Le Conseil départemental, via son service d'aide aux entreprises participe aux travaux du comité.

Article 3 – REGLES ET MODALITES DE PRELEVEMENT DES FRAIS DE GESTION ET DE FONCTIONNEMENT

3.1- Apport

Le Conseil départemental fait apport au mandataire, qui l'accepte, dans les conditions énoncées à la présente convention et pour la durée ci-après définie à l'article 6, de la somme de 1 000 000€ (un million d'euros) afin qu'Initiative Mayotte, dans le cadre de son activité, réalise des opérations d'octroi de prêts d'honneur aux entreprises immatriculées et installées à Mayotte avant le 14 décembre 2024 qui en font la demande.

3.2- Modalités de versement

Le versement de l'apport objet de la présente convention s'effectuera en une seule fois à la signature de celle-ci. Le versement sera effectué sur un compte ouvert au Crédit Agricole de La Réunion sous le **compte IBAN : FR76 1990 6009 7430 0044 751 953 BIC : AGRIRERX**

3.3- Prélèvement des frais de gestion et de fonctionnement

Pour les frais de fonctionnement et de gestion du fonds, Initiative Mayotte est habilitée à effectuer un prélèvement annuel d'un montant de 25 000€ des fonds alloués et sur les remboursements correspondants.

Article 4 – CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DE PRET D'HONNEUR

4.1- La subvention devra être exclusivement utilisée par Initiative Mayotte pour la gestion de l'octroi de prêts d'honneur.

4.2- Les prêts d'honneur ainsi octroyés par Initiative Mayotte devront impérativement comporter les éléments caractéristiques suivants : nature des prêts, bénéficiaires, montant minimum et maximum par bénéficiaire et par projet, durée, différé de remboursement.

4.3- Les prêts d'honneur octroyés par Initiative Mayotte dans le cadre de ce fonds n'ont pas d'obligation de cofinancement. Cependant, la somme peut être utilisée comme apport en fonds propre pour des projets cofinancés.

4.4- Le Conseil départemental se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de son appui et en particulier le respect des règles définies au présent article et pourra, dans l'Initiative Mayotte tout document ou justificatif qu'il juge nécessaire.

4.5- Initiative Mayotte s'engage à respecter la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés pour tous traitements de données à caractère personnel qu'elle est amenée à mettre en œuvre pour l'exécution de la présente convention et notamment pour les tableaux de bord, comptes rendus d'activité et autres indicateurs de suivi qui seront transmis au Conseil départemental.

4.6- Initiative Mayotte s'engage à faire la collecte de l'information juridique, comptable et financière obligatoire à cet effet.

Article 5 : MODALITES DE RESTITUTION

En cas de résiliation ou de dénonciation de la convention, le Conseil départemental pourra demander le remboursement total ou partiel de la subvention versée en émettant un titre de recette à l'encontre d'Initiative Mayotte.

Le Conseil départemental délègue à l'INITIATIVE MAYOTTE l'obligation d'assurer le bon remboursement des prêts régulièrement consentis, et d'engager toute action administrative et/ou judiciaire en cas de défaillance d'entreprise bénéficiaire en vue de recouvrer sa ou ses créances.

Au terme de la convention octroyant le prêt d'honneur, le montant du capital emprunté devra être entièrement remboursé. En cas de difficultés pour une entreprise à honorer ses échéances, Initiative Mayotte engagera les démarches nécessaires pour recouvrer les sommes dues.

Article 6 – EVALUATION ET SUIVI

Afin de permettre un meilleur suivi des réalisations et de faciliter l'évaluation des missions confiées à la Plateforme Initiative Mayotte, les parties s'accordent sur les indicateurs de résultats et d'impact ci-après. Ces indicateurs seront renseignés et mis à jour par Initiative Mayotte :

- les moyens humains et logistiques affectés à la réalisation de cette mission,
- le nombre de prêts d'honneur accordés chaque année,
- le nombre de mensualités et les montants remboursés par an et par entreprise aidée ou accompagnée,
- le nombre de relances par dossier, en cas de retard ou de non-paiement,
- un rapport d'activité quantitatif et qualitatif faisant présentant un état des résultats atteints à la fin de l'exercice par rapport aux objectifs fixés en début d'année.

Ce document, qui devra être fourni dans les 3 mois après la clôture de chaque exercice, retracera de manière fiable l'emploi des fonds alloués annuellement pour l'exécution des missions confiées à l'association bénéficiaire dans le cadre de la présente convention. Il devra en outre, pour chaque entreprise financée, indiquer son secteur d'activité, la nature des difficultés rencontrées justifiant l'octroi de l'aide sous forme de prêt, ainsi que l'impact éventuel que cette dernière a pu avoir sur son activité.

Article 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 8 – COMMUNICATION ET PUBLICATION DE DOCUMENTS

8.1 – Initiative Mayotte s'engage à mentionner le Conseil départemental, notamment en faisant figurer son logo et celui de la marque territoriale sur les documents et publications officiels de communication relatifs à ses activités de prêt d'honneur mais aussi sur supports liés aux activités des bénéficiaires.

8.2 – Elle s'engage également à faire mention du soutien du Conseil départemental dans ses rapports avec les médias.

8.3 – Chacune des deux parties s'engage à promouvoir la présente convention et à la faire connaître aux entreprises et au grand public dans un esprit de bonne coopération.

Article 9 – DELAI DE VALIDITE ET ANNULATION DES FONDS

Le montant de prêt d'honneur du Conseil départemental est consenti avec un droit de retour d'une durée maximale de 10 ans. A l'expiration de ce délai, les prêts accordés doivent être entièrement remboursés. A défaut, Initiative Mayotte doit apporter au Conseil Départemental la preuve de tous les moyens légaux mis en œuvre pour recouvrer les créances.

Article 10 – MODALITES DE CONTROLE DE L'UTILISATION DES FONDS

10.1 – L'INITIATIVE MAYOTTE s'engage à faciliter tout contrôle que le Président du Conseil départemental souhaiterait exercer dans le cadre de l'exécution de la présente convention, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des fonds attribués et, d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention.

10.2 – Dans le respect des statuts de l'Association INITIATIVE MAYOTTE, le Conseil départemental peut procéder à tout contrôle qu'il juge utile, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du respect de ses engagements par le bénéficiaire.

10.3 – Dans le respect des statuts de l'INITIATIVE MAYOTTE, le Conseil départemental se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives, des recettes et dépenses relatives aux activités financées dans le cadre de la présente convention.

Article 11 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 3 ans.

Article 12 – DENONCIATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Il pourra être mis fin de façon anticipée à la convention si les conditions suivantes sont réunies :

- Un taux de défaillances d'entreprises bénéficiaires anormalement élevé ;
- Non communication des documents sollicités par le Conseil Départemental ;
- Placement de l'INITIATIVE MAYOTTE en situation de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- Autres motifs jugés trop risqués par le Conseil Départemental.

12.1 – L'Association INITIATIVE MAYOTTE peut renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention, par dénonciation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 30 jours commençant à courir à compter de la date de réception par le Conseil départemental du courrier de dénonciation. Le Conseil départemental se réserve alors le droit de demander le remboursement partiel ou total des fonds mis à la disposition.

12.2 – En cas de non-respect de ses obligations contractuelles par l'Association INITIATIVE MAYOTTE, le Conseil départemental se réserve le droit, après mise en demeure écrite restée sans effet, de résilier la présente convention. La résiliation de la convention sera effective à l'issue d'un délai de préavis de 30 jours commençant à courir à compter de la notification par le Conseil départemental à l'Association INITIATIVE Mayotte d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées ci-dessus relatives à la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un commencement d'exécution ;
- la non-exécution de ses obligations par l'Association INITIATIVE MAYOTTE est consécutive à un cas de force majeure.

En cas de résiliation, le Conseil départemental pourra exiger le remboursement partiel ou total des fonds alloués.

12.3 – Le Conseil départemental peut de lui-même mettre fin à la convention par lettre recommandée avec accusé de réception dès lors que l'Association INITIATIVE MAYOTTE a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir les fonds prévus dans la convention ou en cas de modification profonde de son objet.

Dans ce cas, la résiliation prendra effet 30 jours suivant la réception par l'Association Initiative Mayotte de la lettre du Conseil départemental. Cette dernière est alors tenue de rembourser la

Article 13 – RECOURS

En cas de litige, les parties au contrat s'engagent à résoudre à l'amiable les difficultés soulevées par la convention.

En cas de désaccords persistants, le tribunal administratif de Mamoudzou sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention.

Fait à Mamoudzou, le

Le Président Initiative Mayotte,

Le Président du Conseil départemental

Bourahima ALI OUSSENI

Ben Issa OUSSENI